



MTM i-Map

Couche Migration et développement

ROYAUME-UNI

Dernière mise à jour : mai 2011

Table des matières

1	LE ROYAUME-UNI EN UN CLIN D'ŒIL	3
2.	SITUATION MIGRATOIRE	5
2.1	IMMIGRATION	5
2.2	MIGRATION DE RETOUR EN PROVENANCE DU R-U	11
3.	VIE TRANSNATIONALE DES EMIGRANTS	13
3.1	CADRE LEGISLATIF ET POLITIQUE NATIONAL RELATIF A LA VIE TRANSNATIONALE DES RESSORTISSANTS ETABLIS A L'ETRANGER.	13
3.2	ROLE DES ORGANISATIONS DE MIGRANTS DANS LEUR PAYS D'ORIGINE	14
4.	ENVOIS DE FONDS ET INVESTISSEMENTS REALISES PAR LES MIGRANTS	15
4.1	LEGISLATION NATIONALE ET INCITATIONS FINANCIERES DESTINEES AUX MIGRANTS	15
4.2	DONNEES RELATIVES AUX ENVOIS DE FONDS : FLUX ET CARACTERISTIQUES	15
4.3	MARCHÉ DES ENVOIS DE FONDS : CANAUX ET COÛTS	19
4.4	ENVOIS DE FONDS ET DONS COLLECTIFS.....	22
4.5	CAPITAL-INVESTISSEMENT ET CREATION D'ENTREPRISES PAR DES MIGRANTS	22
5	MIGRATION DE RETOUR ET REINTEGRATION	24
5.1	PROGRAMMES NATIONAUX FACILITANT LE RETOUR VOLONTAIRE DES IMMIGRANTS.....	24
6	MIGRATION ET DEVELOPPEMENT : ACTEURS ET INITIATIVES	26
6.1	CONNEXIONS ENTRE LA MIGRATION ET LE DEVELOPPEMENT DANS LES POLITIQUES NATIONALES.....	26
6.2	ACCORDS BILATERAUX ET AUTRES CADRES DE COOPERATION IMPORTANTS	27
6.3	PROTECTION DES DROITS DES MIGRANTS.....	27
6.4	PRINCIPAUX ACTEURS NATIONAUX EN MATIERE DE MIGRATION ET DE DEVELOPPEMENT	28
6.5	INITIATIVES EN RAPPORT AVEC LA VIE TRANSNATIONALE DES MIGRANTS.....	30
6.6	INITIATIVES EN RAPPORT AVEC LES ENVOIS DE FONDS ET LES INVESTISSEMENTS DES MIGRANTS	31
6.7	INITIATIVES FACILITANT LE RETOUR VOLONTAIRE DES IMMIGRANTS	32
7	SYSTEMES DE COLLECTE DE DONNEES	34
7.1	DONNEES RELATIVES A L'IMMIGRATION ET A LA MIGRATION DE RETOUR	34
7.2	DONNEES SUR LES FLUX D'ENVOIS DE FONDS.....	36

1 LE ROYAUME-UNI EN UN CLIN D'ŒIL

Domaine	Indicateur	Données	Source
Démographie	Total (mi-2009)	61 792 000	Institut national de statistique (ONS) (EN), pour les prévisions : UNDESA (EN)
	Taux de croissance (2008-2009)	0,6%	ONS (EN)
	Pourcentage de femmes (sur population totale) (mi-2009)	50,84%	ONS (EN)
	Taux de natalité (pour 1000) (2009)	63,7%	ONS (EN)
	Taux de fertilité (naissances par femme) (mi-2009)	1,94	ONS (EN)
	Taux de mortalité (pour 1000) (2009)	5 72	ONS (EN)
	Espérance de vie à la naissance (années) (2007-2009)	79,95	ONS (EN)
	Moins de 15 ans (sur population totale) (mi-2009)	17,47%	ONS (EN)
	15-64 ans (sur population totale) (mi-2009)	66,18%	ONS (EN)
	Plus de 64 ans (sur population totale) (mi-2009)	16,35%	ONS (EN)
	Economie	PIB (2009)	GBP 1 374 747 million *
PIB par habitant (prix du marché) (2009)		GBP 22 538 **	ONS (EN)
Taux de croissance du PIB (2008-2009)		-4,9%	ONS (EN)
Dette publique (hors interventions financières) (% du PIB) (mai 2011)		60,6%	ONS (EN)
Taux d'inflation (mai 2011)		4,5%	ONS (EN)
Taux de chômage (février-avril 2011)		7,7%	ONS (EN)
Principaux pays d'importation (février-avril 2011)		Allemagne, États-Unis, Chine, Norvège, Pays-Bas, France, Belgique, Luxembourg, Italie, Irlande, Espagne	ONS (EN)

	Principaux pays d'exportation (février-avril 2011)	États-Unis, Allemagne, Pays-Bas, France, Irlande, Belgique-Luxembourg, Espagne, Italie, Chine, Suède	ONS (EN)
Migration	Solde migratoire net (2008)	168 000	ONS (EN)
	Taux d'émigration des diplômés de l'enseignement supérieur (2008)	10,3%	PNUD (EN , FR) RDH 2009 (AR , EN , FR)
	Migration interne (% de la population totale) (2008)	1,89%	ONS (EN)
	Immigrants (% de la population totale) (2010)	11,3%	Eurostat (EN , FR)
Développement	Indice du développement humain (2010)	26 sur 169	PNUD (EN , FR) RDH 2010 (AR , EN , FR)
	Indice d'inégalité de genre (2008)	32 sur 138	
	Indice de pauvreté humaine	N/A	
	Coefficient GINI (revenus) (2000-2010)	36,0	
	Taux d'alphabétisation	99,0%	
	Population vivant avec moins de 1,25 USD par jour (%)	N/A	
Aide au développement	Aide publique au développement (APD) officielle (total) (2010)	GBP 8,354 milliards***	Département d'aide internationale au développement (DFID) (EN)
	Aide bilatérale au développement (2010)	GBP 5,383 milliards****	DFID (EN)
	APD versée aux agences multilatérales (2010)	GBP 2,971 milliards*****	DFID (EN)
	APD bilatérale nette (10 principaux destinataires en 2005-2009)	Nigeria, Inde, Iraq, Afghanistan, Tanzanie, Bangladesh, Soudan, Éthiopie, Pakistan, Congo (RDC)	DFID (EN)
* EUR 1,5854538 milliard ** EUR 25,9924 milliards*** EUR 9,6344 milliards **** EUR 6,208 milliards ***** EUR 3,4264 milliards			
N.B. : taux de change de la Commission européenne (EN , FR) correspondant à l'année de collecte des données.			

2. SITUATION MIGRATOIRE

N.B. : Les catégories de données statistiques présentées sous ce titre sont disponibles à la fois en fonction de la 'population par pays de naissance étranger' et de la 'population de nationalité étrangère'. Dans ce profil, les données sont exclusivement présentées selon la 'population par pays de naissance étranger'. Les mêmes données récoltées suivant la 'population de nationalité étrangère' sont disponibles sur les sites Web de l'[Institut britannique national de statistique \(ONS\)](#) et d'[Eurostat \(EN, FR\)](#).

2.1 IMMIGRATION

L'[Institut national de statistique \(ONS\)](#) (EN) du Royaume-Uni définit un immigrant comme 'toute personne arrivant ou revenant de l'étranger afin de séjourner dans un pays pour une période de minimum douze mois.' Un glossaire de termes en rapport avec la migration fourni par l'ONS est disponible en cliquant [ici](#) (EN).

2.1.1 ETENDUE DES MOUVEMENTS

Stock de population née en dehors du R-U

Le tableau 2.1 fournit une estimation de la population séjournant au Royaume-Uni (R-U) mais née à l'étranger (source : [ONS](#)).

Tableau 2.1 – R-U : Estimation de la population séjournant au Royaume-Uni mais née à l'étranger (avril 2010 – mars 2011)

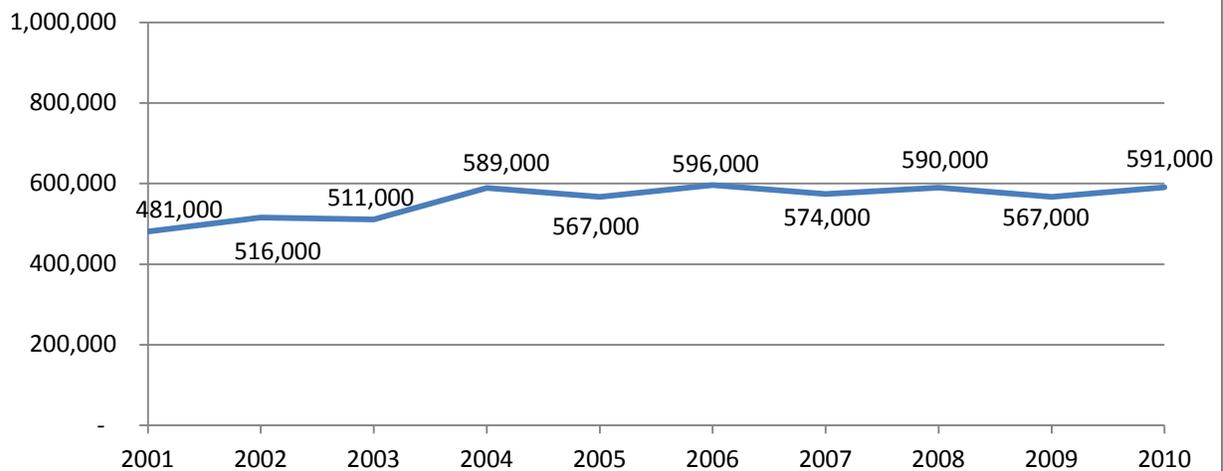
Estimation	7 238 000
------------	-----------

Source : enquête démographique annuelle (APS)/enquête sur la population active (LFS), ONS.

Flux

Le graphique 2.1 montre les [estimations provisoires des flux migratoires internationaux à long terme \(LTIM\)](#) (EN) produites par l'[ONS](#) (EN). Des informations précises sur la méthodologie appliquée pour produire les estimations provisoires des flux migratoires internationaux sont disponibles dans le [document de méthodologie de 1991 et suivants](#) (EN).

Graphique 2.1 - R-U : Flux migratoires internationaux de longue durée à destination du R-U, 2000 - 2009

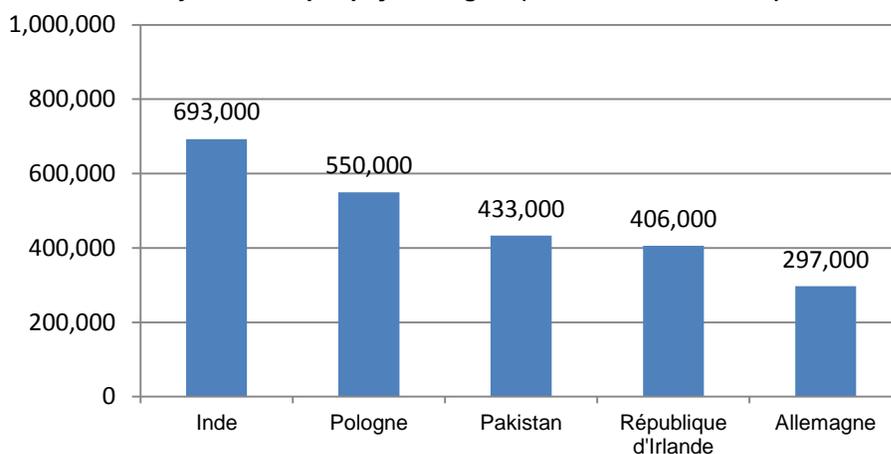


Source : estimations provisoires des flux migratoires internationaux de longue durée (LTIM) de l'ONS (2009)
 N.B : les LTIM sont principalement basées sur les données de l'enquête des passagers internationaux (IPS). Elles incluent les rectifications relatives aux personnes dont la durée de séjour a changé à la suite d'un changement de statut migratoire (migrant -> visiteur), les demandeurs d'asile et personnes à leur charge non identifiés dans l'IPS, et les mouvements migratoires

Des statistiques actualisées supplémentaires sont publiées dans les [rapports statistiques trimestriels](#) (EN) et [annuels](#) (EN) concernant les migrations.

2.1.2 PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE

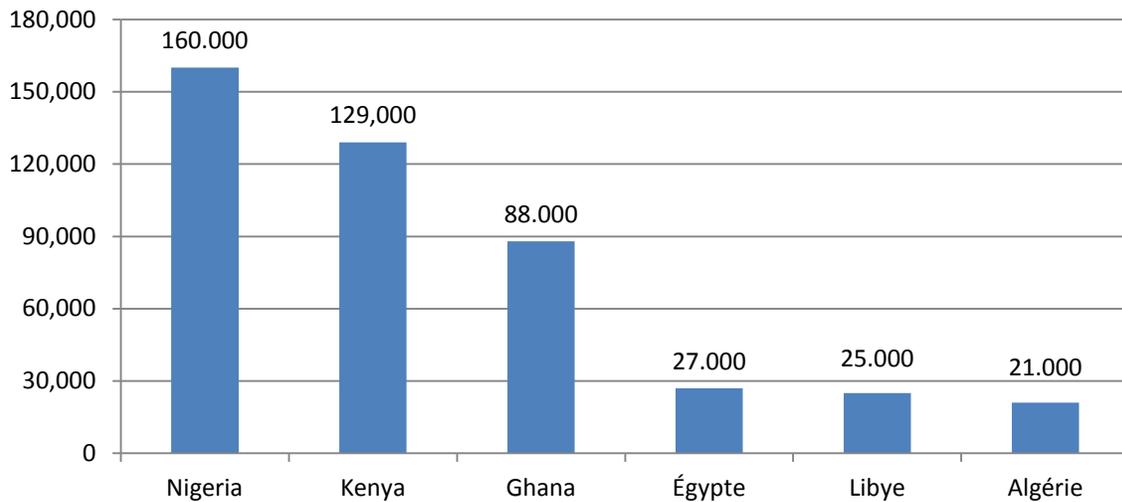
Graphique 2.2 - R-U : estimation de la population étrangère séjournant au Royaume-Uni par pays d'origine (avril 2010 - mars 2011)



Source : enquête démographique annuelle (APS)/enquête sur la population active (LFS), ONS, publiées par l'ONS (EN).

Le graphique 2.2 fournit l'estimation de la population née à l'étranger séjournant au Royaume-Uni par pays d'origine (5 premiers), émanant de l'ONS (EN).

Graphique 2.3 - R-U : estimation de la population étrangère séjournant au Royaume-Uni par pays d'origine (États MTM du Sud), avril 2010 - mars 2011



Source : enquête démographique annuelle (APS)/enquête sur la population active (LFS), ONS, publiées par l'ONS (EN).

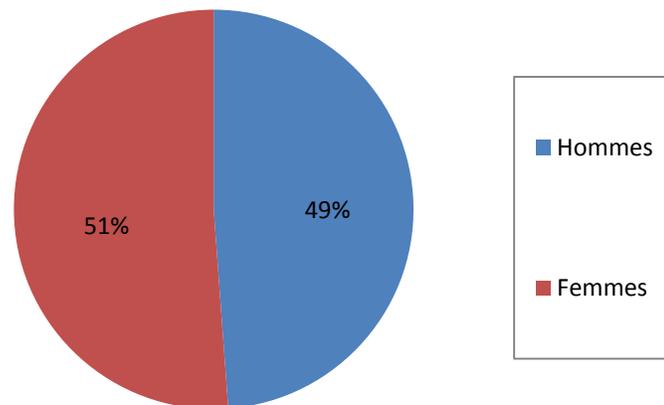
Le graphique 2.3 présente des données sur le stock d'immigrants originaires des pays bénéficiaires de l'AOD couverts par l'i-Map MTM, à savoir l'**Algérie**, l'**Égypte**, l'**Éthiopie**, le **Ghana**, le **Kenya**, le **Lebanon**, la **Libye**, le **Mali**, le **Maroc**, le **Niger**, le **Nigeria**, le **Sénégal**, la **Syrie** et la **Tunisie** (États MTM du Sud), produites par l'[ONS](#) (EN). L'ONS n'a pas fourni de données concernant les immigrants algériens, éthiopiens, libanais, maliens, marocains, nigériens, sénégalais, syriens et tunisiens. [Eurostat](#) ([EN](#), [FR](#)) dispose du même type d'informations, mais à partir d'une date antérieure (2004 au lieu de 2010) et concernant d'autres pays, à savoir l'Algérie, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Liban, la Libye, le Maroc, le Nigeria et la Tunisie.

2.1.3 CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION IMMIGREE

Genre

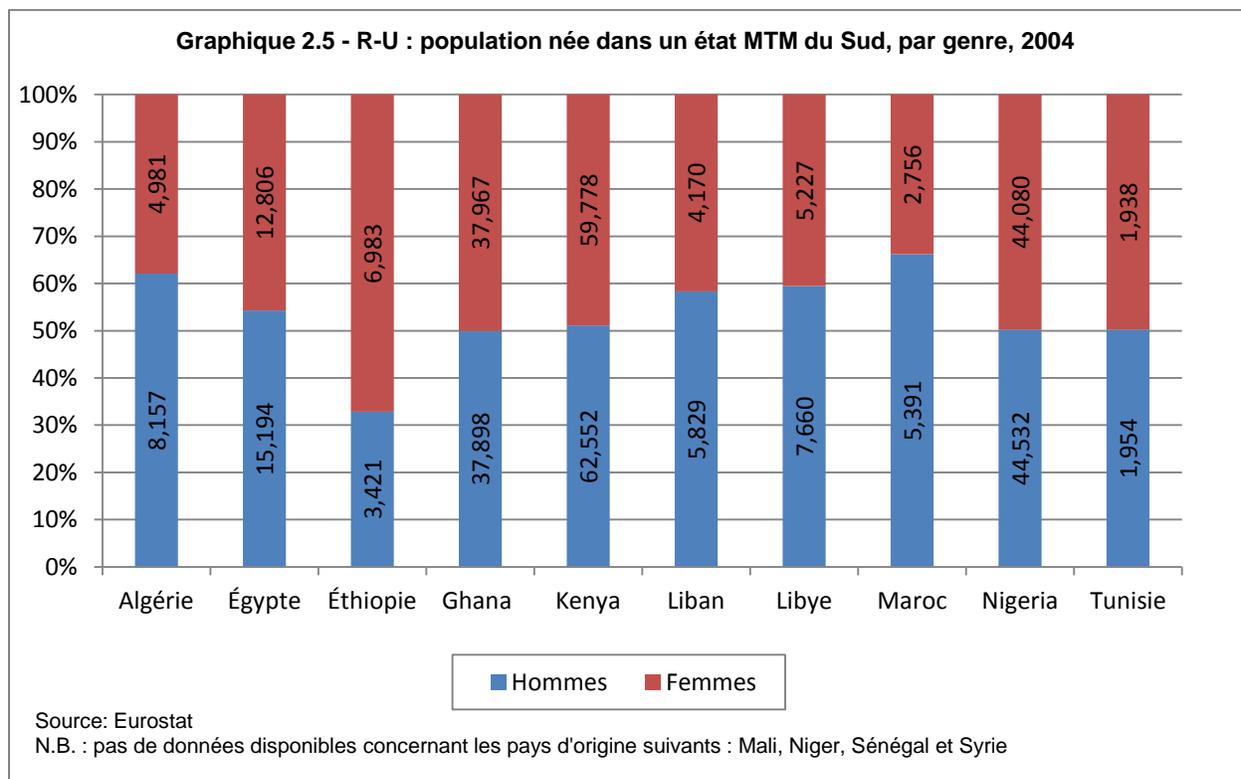
Le graphique 2.4 illustre la répartition par genre de la population née à l'étranger séjournant au Royaume-Uni en 2010, selon des données d'[Eurostat](#) ([EN](#), [FR](#)).

Graphique 2.4 - R-U : répartition par genre de la population née à l'étranger séjournant au Royaume-Uni, 2010



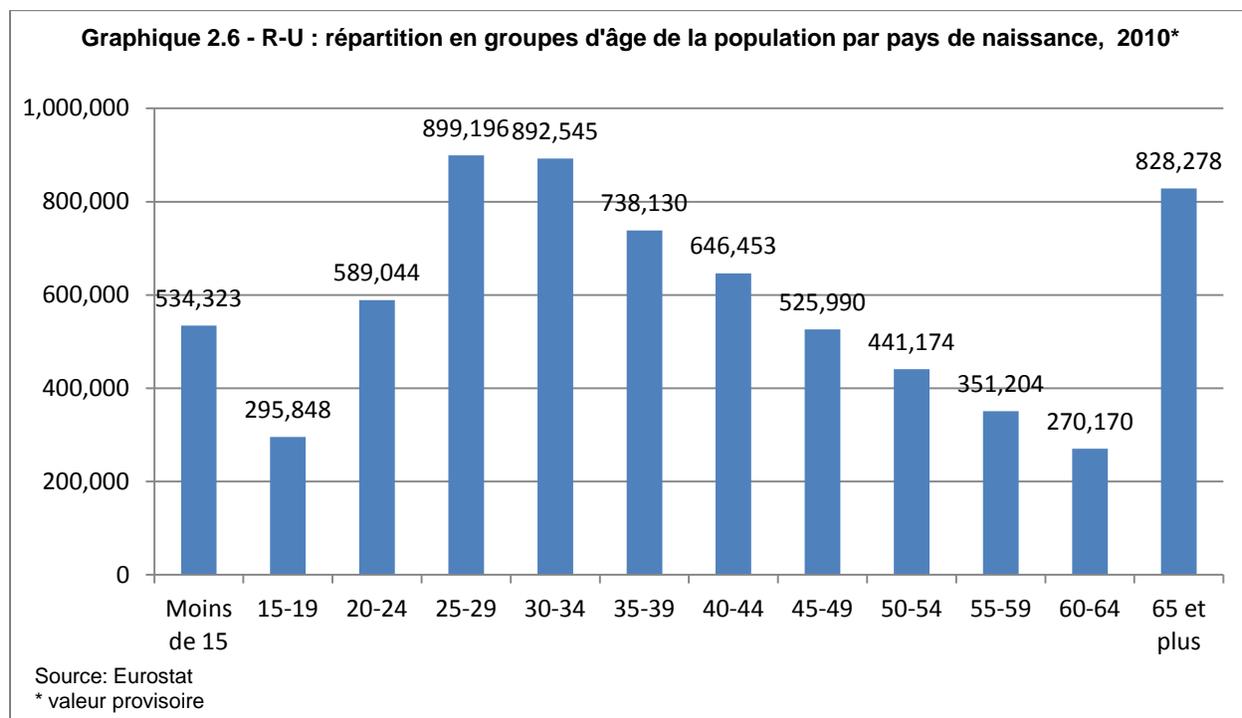
Source : Eurostat

Le graphique 2.5 présente les données de 2004 d'Eurostat ([EN](#), [FR](#)) sur la population née dans un État MTM du Sud, répartie par genre. Eurostat ne dispose pas de données concernant les pays d'origine suivants : Mali, Niger, Sénégal et Syrie.

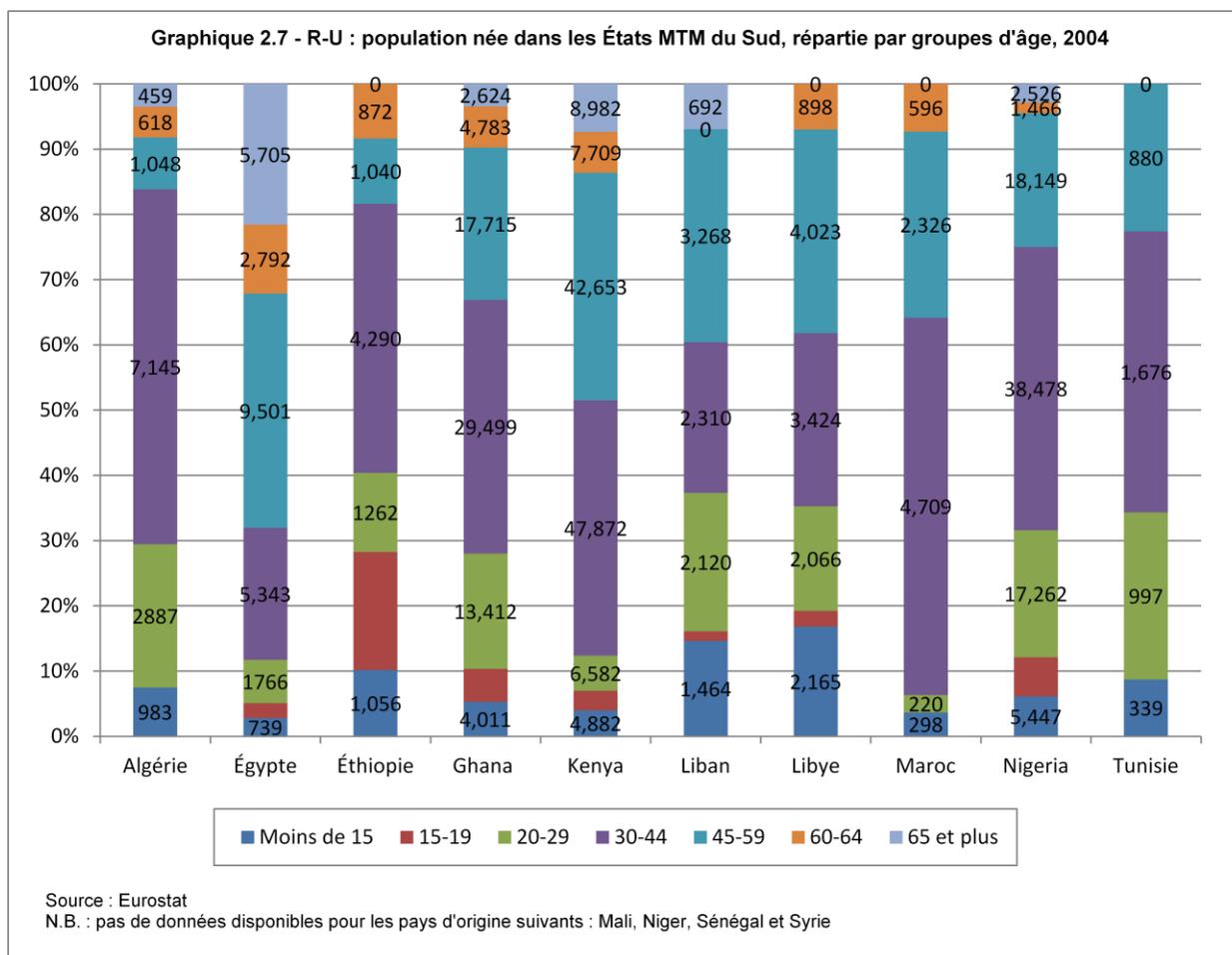


Âge

Le graphique 2.6 représente la distribution par groupes d'âge de la population étrangère séjournant au Royaume-Uni par pays d'origine (États MTM du Sud) en 2010 (données d'Eurostat).



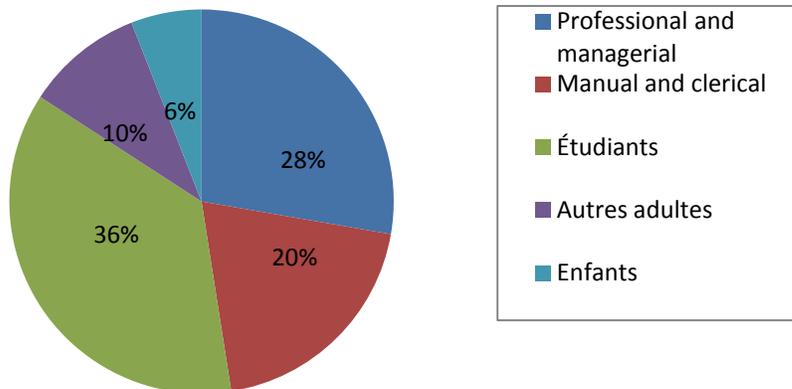
Le graphique 2.7 présente les données d'Eurostat de 2004 concernant la répartition par groupes d'âge de la population née à l'étranger (États MTM du Sud). Celles-ci affichent des écarts importants. Eurostat ne dispose pas de données concernant les pays d'origine suivants : Mali, Niger, Sénégal et Syrie.



Niveau d'éducation

L'[Institut national de statistique](#) (EN) publiera prochainement la version 2011 de son rapport sur les « [Travailleurs étrangers et le niveau de qualification de leur emploi](#) » (EN), dont les conclusions seront reprises sous ce titre.

Graphique 2.8 - R-U : estimations provisoires concernant l'occupation habituelle des migrants internationaux de longue durée avant de migrer au R-U, 2010



Source : estimations provisoires des flux migratoires internationaux de longue durée (LTIM) de l'ONS (2009)
 N.B : les LTIM sont principalement basées sur les données de l'enquête des passagers internationaux (IPS). Elles incluent les rectifications relatives aux personnes dont la durée de séjour a changé à la suite d'un changement de statut migratoire (migrant -> visiteur), les demandeurs d'asile et personnes à leur charge non identifiées dans l'IPS, et les mouvements migratoires internationaux en provenance et à destination de l'Irlande du Nord.

Branche/Secteur d'activité/Poste occupé

Le graphique 2.8 montre des estimations provisoires concernant [l'occupation habituelle des migrants internationaux de longue durée \(LTIM\)](#) (EN) avant leur départ pour le R-U, produites par l'[ONS](#) (EN). L'ONS ne dispose pas de données ventilées par pays d'origine.

La catégorie 'autres adultes' n'existe pas dans la source.

2.2 MIGRATION DE RETOUR EN PROVENANCE DU R-U

La migration de retour peut prendre deux formes : soit elle fait suite à une décision prise par l'immigrant lui-même, soit elle est liée à son statut de résidence. Dans le premier cas de figure, des problèmes se posent au niveau de la disponibilité des données, étant donné que comme le souligne la publication [« Return Migration: Theory and Empirical Evidence from the UK \(2007\) »](#) [Migration de retour : théorie et preuves empiriques en provenance du Royaume-Uni] (EN), *« bien de nombreux de pays se soient dotés de procédures d'enregistrement qui leur permettent d'évaluer le nombre de migrants entrants, les estimations des flux sortants sont moins évidentes. Il n'existe en effet généralement pas de procédures permettant d'enregistrer les migrants qui quittent un pays »*.

Cette publication tente cependant d'évaluer le degré de migration sortante en s'appuyant sur des données issues de l'enquête sur la population active (LFS) (enquête trimestrielle, désormais menée sous la forme d'un panel avec tournante, les mêmes individus participant à cinq vagues consécutives) pour la période allant de 1992 à 2004 afin d'obtenir un pourcentage d'immigrants qui *'sont arrivés à une date donnée comprise dans la période de l'enquête et qui se trouvent toujours dans leur pays d'accueil après un nombre donné d'années'*. Cette méthodologie comprend plusieurs sources d'erreur, au rang desquelles la modification de la taille l'échantillon du LFS chaque année, le fait que de nombreux étrangers quittent le pays pour y revenir ultérieurement, et la possible absence de réponse différentielle de migrants. Cela dit, elle permet de donner une première indication concernant la migration de retour au départ du R-U (pour de plus amples informations au sujet de cette méthodologie, veuillez consulter la publication susmentionnée).

La principale conclusion est que près de 40% de tous les immigrants et 55% de toutes les immigrantes pourraient avoir quitté le R-U cinq ans après leur arrivée. Après cinq ans, le pourcentage de migrants de retour pourrait avoir diminué. Concernant l'âge et le niveau d'éducation, les auteurs suggèrent que les travailleurs relativement plus âgés retournent dans leur pays au cours des cinq premières années, et que les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé le font relativement plus tôt. Dans un même temps, les auteurs de la publication expliquent que la migration de retour n'est pas seulement sélective sur le plan du niveau de compétences, mais aussi sur le plan de l'utilisabilité des compétences, et que dès lors, les personnes qui restent sont celles qui possèdent les compétences les plus utiles dans le pays d'accueil. Aucune information n'est disponible concernant les principaux pays de retour des immigrants séjournant au R-U.

S'agissant des migrants qui rentrent pour des raisons liées à leur statut de résidence (c.-à-d. les demandeurs d'asile et les demandeurs d'asile déboutés ainsi que les migrants irréguliers), des statistiques sont disponibles concernant les personnes qui sont rentrées dans le cadre de programmes de retour volontaire assisté organisés par le gouvernement britannique. Des données portant sur la période 2007 - 2009 sont fournies dans le rapport de l'OIM ([EN](#), [FR](#)) intitulé [IOM UK's Reintegration Assistance to Returnees under VARRP's New Approach \(2007-2009\) \(2010\)](#) [**Assistance du R-U à la réintégration des migrants de retour en vertu de la nouvelle approche du programme de retour volontaire assisté et de réintégration (2007-2009)**] (EN). Cependant, il convient de souligner que les personnes qui retournent dans leur pays d'origine dans le cadre de ces programmes ne sont pas représentatives de la population immigrée au R-U et qu'il se peut que leur statut de résidence particulier les ait empêchés d'acquérir, au cours de leur séjour, des compétences qu'ils pourront mettre à profit pour contribuer au développement de leur pays d'origine une fois rentrés.

3. VIE TRANSNATIONALE DES EMIGRANTS

3.1 CADRE LEGISLATIF ET POLITIQUE NATIONAL RELATIF A LA VIE TRANSNATIONALE DES RESSORTISSANTS ETABLIS A L'ETRANGER

Tableau 3.1 – R-U : cadres législatifs et politiques en rapport avec la vie transnationale des migrants	
Cadre législatif	Description
Double citoyenneté	
Loi de 2009 sur les frontières, la citoyenneté et l'immigration (EN)	Le rejet de la nationalité d'origine n'est pas une condition préalable pour l'acquisition de la nationalité britannique via naturalisation (voir partie 2 de la loi : résumé du contenu).
Droits de vote	
Loi de 2000 sur la représentation du peuple (EN)	<p>Le droit de vote à tous les scrutins est réservé aux ressortissants britanniques et irlandais et aux ressortissants des pays du Commonwealth* admis à en bénéficier (résumé du contenu).</p> <p>Les ressortissants d'autres États membres de l'UE séjournant au R-U peuvent voter lors des élections locales mais pas lors des scrutins parlementaires (résumé du contenu).</p>
Source : Information concernant la double nationalité (EN) émanant du ministère de l'Intérieur, Commission électorale (EN).	
*Le Commonwealth (EN) compte 54 États membres, dont les États MTM du Sud suivants : Ghana, Kenya et Nigeria . La liste complète des États membres est disponible ici (EN).	

Accès au marché du travail

Le [ministère de l'Intérieur du R-U](#) (EN) distingue six catégories d'immigrés accessibles aux ressortissants étrangers désireux de travailler au R-U, chacune exigeant le respect de critères différents. Ces catégories de migrants sont reprises ci-dessous avec des liens permettant d'obtenir de plus amples informations ainsi que la liste des critères d'éligibilité :

- [Migrants à haute valeur](#) (EN)
- [Travailleurs qualifiés](#) (EN)
- [Travailleurs temporaires](#) (EN)
- [Autres catégories](#) (EN)
- [Travailleurs et gens d'affaires turcs](#) (EN)
- [Ressortissants du Commonwealth titulaires d'un visa d'ascendant](#) (EN)

Exigences en matière de visa

La liste de pays dont les ressortissants ont besoin d'un visa pour entrer au R-U est disponible sur le site Web du [ministère de l'Intérieur du R-U](#) (EN). Les règles en matière d'immigration au R-U sont accessibles [ici](#) (EN).

Les ressortissants de tous les États MTM du Sud ont besoin d'un visa pour entrer au R-U.

3.2 RÔLE DES ORGANISATIONS DE MIGRANTS DANS LEUR PAYS D'ORIGINE

Financé par la Commission européenne, le projet de Plateforme européenne de la diaspora africaine pour le développement (EADPD) va permettre la création d'une base de données globale sur les organisations de migrants africaines qui regroupera des informations sur les organisations de migrants africaines présentes dans les États membres de l'UE et en Suisse et actives dans le domaine des migrations et du développement, sur leurs actions et sources de financement. La présente section sera mise à jour dès que cette base de données sera disponible.

Par ailleurs, des informations sur le rôle des organisations de migrants dans leur pays d'origine sont disponibles, entre autres, dans les publications suivantes :

- L'étude du [African Diaspora Policy Centre](#) (EN) intitulée [Mainstreaming Diaspora Initiatives Into Development Cooperation Policy Towards Africa. Evidence from Britain, France, Germany and The Netherlands](#) [Intégrer les initiatives de la diaspora dans la politique de coopération au développement en Afrique. Éléments probants émanant du Royaume-Uni, de France, d'Allemagne et des Pays-Bas] (EN) couvre et analyse l'action de cinq organisations de migrants africains.
- La note politique de l'[African Diaspora Policy Centre](#) (EN) intitulée [Building Institutional Cooperation between the Diaspora and Homeland Governments in Africa. The Cases of Ghana, Nigeria, Germany, USA and the UK](#) [Instaurer une coopération institutionnelle entre les diasporas et le gouvernement de leur pays d'origine en Afrique. Les cas du Ghana, du Nigeria, de l'Allemagne, des États-Unis et du R-U] (EN).

4. ENVOIS DE FONDS ET INVESTISSEMENTS REALISES PAR LES MIGRANTS

4.1 LEGISLATION NATIONALE ET INCITATIONS FINANCIERES DESTINEES AUX MIGRANTS

Comme le fait remarquer l'[Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford](#) (EN), le secteur des envois de fonds est le sujet de discussions politiques depuis un certain temps.

Plusieurs réglementations définissent le marché des envois de fonds au R-U, dont les suivantes :

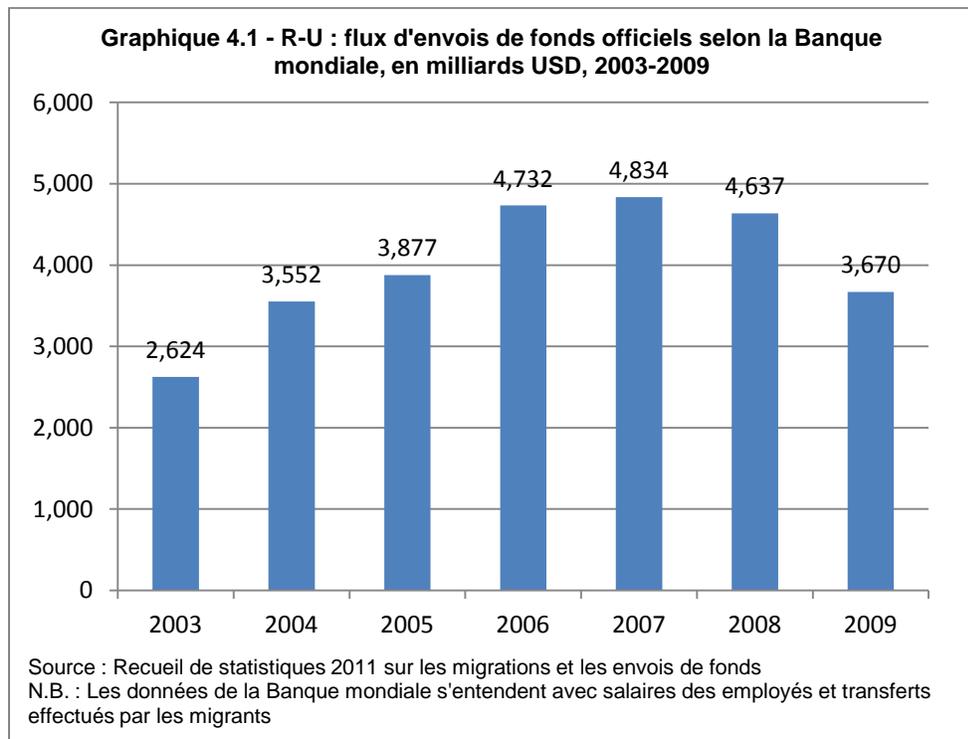
- Les sociétés d'envoi ou de conversion de fonds (Money Service Businesses) doivent être inscrites au registre établi par l'agence [HM Revenue & Customs \(HMRC\)](#) (EN) en vertu du [règlement anti-blanchiment](#) (EN). Cependant, comme le signale l'[Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford](#) (EN), le régime de sanctions ou de poursuites pénales n'est pas souvent appliqué. Selon le document de travail de la [Banque mondiale](#) ([AR](#), [EN](#), [FR](#)) intitulé '[Migrant Labour Remittances in Africa \(2003\)](#)' [Envois de fonds des travailleurs africains émigrés] (EN), l'obligation d'enregistrement « *aurait entraîné la disparition d'une pléthore de petits opérateurs inefficaces* ».
- Le [médiateur du secteur financier \(FOS\)](#) (EN) a commencé à récolter des plaintes relatives aux transferts de fonds vers des pays en dehors de l'Espace économique européen (EEE). En vertu de la directive de l'UE sur les services de paiement, seuls les envois de fonds à destination des pays de l'EEE doivent être couverts indépendamment du type de service utilisé, tandis que les envois de fonds vers des pays situés en dehors de l'EEE ne doivent être couverts que si la transaction a été effectuée par une banque, une société de construction ou un émetteur de monnaie électronique, comme indiqué dans le n° 72 de la [lettre du médiateur du secteur financier \(septembre/octobre 2008\)](#) (EN).

4.2 DONNEES RELATIVES AUX ENVOIS DE FONDS : FLUX ET CARACTERISTIQUES

4.2.1 FLUX

Comme l'indique l'[Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford](#) (EN), l'ONS ne publie pas d'estimations des envois de fonds des travailleurs. La balance des paiements du R-U inclut la catégorie « autres paiements par les ménages », qui englobe les envois et transferts de fonds des travailleurs à destination du secteur non marchand britannique. Toujours selon l'Observatoire, il est cependant impossible de ventiler ces chiffres.

Le graphique 4.1 sur les envois de fonds officiels, basé sur les données du [Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds](#) (FR) publié par la [Banque mondiale](#) ([AR](#), [EN](#), [FR](#)), indique une diminution en 2008 et 2009.



En règle générale, selon des données de la [Banque mondiale](#) ([AR](#), [EN](#), [FR](#)) citées par l'[Observatoire de l'Université d'Oxford](#) (EN), les flux entrants au R-U (0,3% du PIB en 2009) dépassent les flux sortants (0,2% du PIB en 2009).

Montant et fréquence des flux financiers sortants

Selon le parlement britannique, cité par l'[Observatoire de l'Université d'Oxford](#) (EN), les transactions monétaires internationales, en ce compris le volume, la destination et l'affectation des envois de fonds sortant du R-U, ne sont pas enregistrées officiellement.

4.2.2 PRINCIPAUX PAYS DE DESTINATION DES ENVOIS DE FONDS

Les données extraites des ensembles de données de la [Banque mondiale](#) ([AR](#), [EN](#), [FR](#)) sur la [migration bilatérale et les envois de fonds 2010](#) (EN) permettent d'estimer le montant atteint par les envois de fonds en provenance du R-U en 2010 et ce, en allouant les fonds reçus par chaque pays en voie de développement au pays de destination de ses ressortissants vivant à l'étranger en appliquant trois

Tableau 4.1 – R-U : top dix des pays bénéficiaires des flux financiers sortants au départ du R-U (2010) (estimation)

	Millions USD	Millions EUR*
Inde	4 087	3 109
Nigeria	2 024	1 540
Pologne	1 497	1 139
Pakistan	1 326	1 009
Australie	1 191	906
France	1 167	888
Bangladesh	1 114	847
Allemagne	972	739
Kenya	731	556
Chine	646	491

Source : document de travail '[Bilateral Migration and Remittances 2010](#)' [Migration bilatérale et envois de fonds 2010] (EN) de la Banque mondiale ([AR](#), [EN](#), [FR](#)).

N.B. : estimations basées sur la méthodologie expliquée dans le document de travail de la Banque mondiale intitulé '[South-South Migration and Remittances \(2007\)](#)' [Migration et envois de fonds Sud-Sud] (EN).

*Conversion de devises au [taux de change de la Commission](#) ([EN](#), [FR](#)) pour décembre 2010.

règles d'allocation, comme expliqué dans le document de travail '[South-South Migration and Remittances \(2007\)](#)' [Migration et envois de fonds Sud-Sud] (EN) :

- Poids basés sur les stocks de migrants à l'étranger ;
- Poids basés sur les revenus des migrants ;
- Poids basés sur les revenus dans le pays source.

Le tableau 4.1 contient une estimation, selon cette source, des dix premiers pays bénéficiaires d'envois de fonds en provenance du R-U.

Le tableau 4.2 présente une estimation du montant des fonds reçus par les États MTM du sud en provenance du R-U.

Tableau 4.2 – R-U : flux d'envois de fonds en provenance du R-U et à destination des États MTM du sud (2010) (estimation)

	Millions USD	Millions EUR*
Algérie	25	19
Égypte	81	62
Éthiopie	9	7
Ghana	23	17
Kenya	731	556
Liban	193	147
Libye	2	2
Maroc	26	20
Nigeria	2 024	1 540
Sénégal	3	2
Syrie	11	8
Tunisie	12	9

Source : document de travail '[Bilateral Migration and Remittances 2010](#)' [Migration bilatérale et envois de fonds 2010] (EN) de la Banque mondiale ([AR](#), [EN](#), [FR](#)).

N.B. : estimations basées sur la méthodologie expliquée dans le document de travail de la Banque mondiale intitulé '[South-South Migration and Remittances \(2007\)](#)' [Migration et envois de fonds Sud-Sud] (EN).

*Conversion de devises au [taux de change de la Commission](#) ([EN](#), [FR](#)) pour décembre 2010.

Tableau 4.3 – R-U : comparaison entre les flux sortants officiels d’envois de fonds (2009) et les flux sortants estimés (2010)

Flux sortants officiels 2009	Flux sortants estimés 2010
USD 3,670 milliards (EUR 2,792 milliards*)	USD 21,937 milliards (EUR 16,687 milliards*)
Source : Banque mondiale (AR, EN, FR) , Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds (FR). N.B. : Données portant sur les flux officiels d’envois de fonds avec salaires des employés et transferts effectués par les migrants. *Conversion de devises au taux de change de la Commission (EN, FR) pour décembre 2010.	Source : Banque mondiale (AR, EN, FR) , ensembles de données sur la migration bilatérale et les envois de fonds (EN). N.B. : Estimations basées sur la méthodologie expliquée dans le document de travail de la Banque mondiale intitulé ‘ South-South Migration and Remittances (2007) ’ [Migration et envois de fonds Sud-Sud] (EN). *Conversion de devises au taux de change de la Commission (EN, FR) pour décembre 2010.

Selon le document de travail de la Banque mondiale intitulé ‘[South-South Migration and Remittances \(2007\)](#)’ [Migration et envois de fonds Sud-Sud] (EN), il est impossible de vérifier la précision de ces estimations bilatérales étant donné que la plupart des pays ne publient pas de données concernant l’origine ou la destination des flux d’envois de fonds. Il convient de souligner que les données sur les flux officiels d’envois de fonds en provenance du R-U contenues dans le [Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds](#) (FR) de la [Banque mondiale \(AR, EN, FR\)](#) divergent de manière significative des estimations pour 2010 présentées dans les ensembles de données sur la [migration bilatérale et les envois de fonds 2010](#) (EN) (tableau 4.3), notamment en raison du fait que ces dernières ne comprennent pas les envois de fonds via les canaux informels.

Le tableau 4.4 fournit une vue d’ensemble du stock de migrants originaires des États MTM du sud ainsi qu’une estimation du montant des envois de fonds à destination de ces pays. Les conclusions que cette comparaison permet de tirer sont cependant limitées en raison de plusieurs facteurs, tels que la variabilité du nombre de ressortissants originaires de ces pays séjournant au R-U sous statut régulier et irrégulier.

Tableau 4.4 – R-U : stock de migrants et flux d’envois de fonds à destination des États MTM du sud, 2010

Pays	Stock de migrants	Flux d’envois de fonds en millions USD (estimation)
Égypte	28 000	58
Ghana	83 000	14
Kenya	129 000	588
Libye	23 000	2
Nigeria	154 000	1 505

Sources : Banque mondiale (2010) : migration bilatérale et envois de fonds 2010 ; enquête démographique annuelle (APS)/enquête sur la population active (LFS), ONS.
N.B. : aucune information sur les flux sortants ou le stock de migrants n’a pu être récoltée sur l’**Algérie, l’Éthiopie, le Liban, le Maroc, le Sénégal, la Syrie et la Tunisie.**

4.2.3 CARACTÉRISTIQUES DES EXPÉDITEURS D'ENVOIS DE FONDS

Comme l'indique l'[Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford](#) (EN), très peu d'informations existent sur les caractéristiques des expéditeurs d'envois de fonds au R-U (répartition par genre, groupe d'âge, niveau d'éducation, métier, secteur d'activité, ou poste occupé). Selon la même source, certaines études suggèrent l'existence de différences ethniques dans le comportement des expéditeurs, telles que le rapport intitulé [An Investigation of Household Remittances Behaviour \(2001\)](#) [Enquête sur le comportement des ménages en matière d'envois de fonds] (EN), selon laquelle les familles caraïbes ont la plus large propension à envoyer de l'argent au pays, suivies par les ménages pakistanais et chinois. Le document s'appuie sur des données récoltées dans le cadre de la quatrième enquête nationale auprès des minorités ethniques entreprise par l'Angleterre et le Pays de Galles en 1993/1994 et ne contient pas d'informations sur les migrants des États MTM du sud.

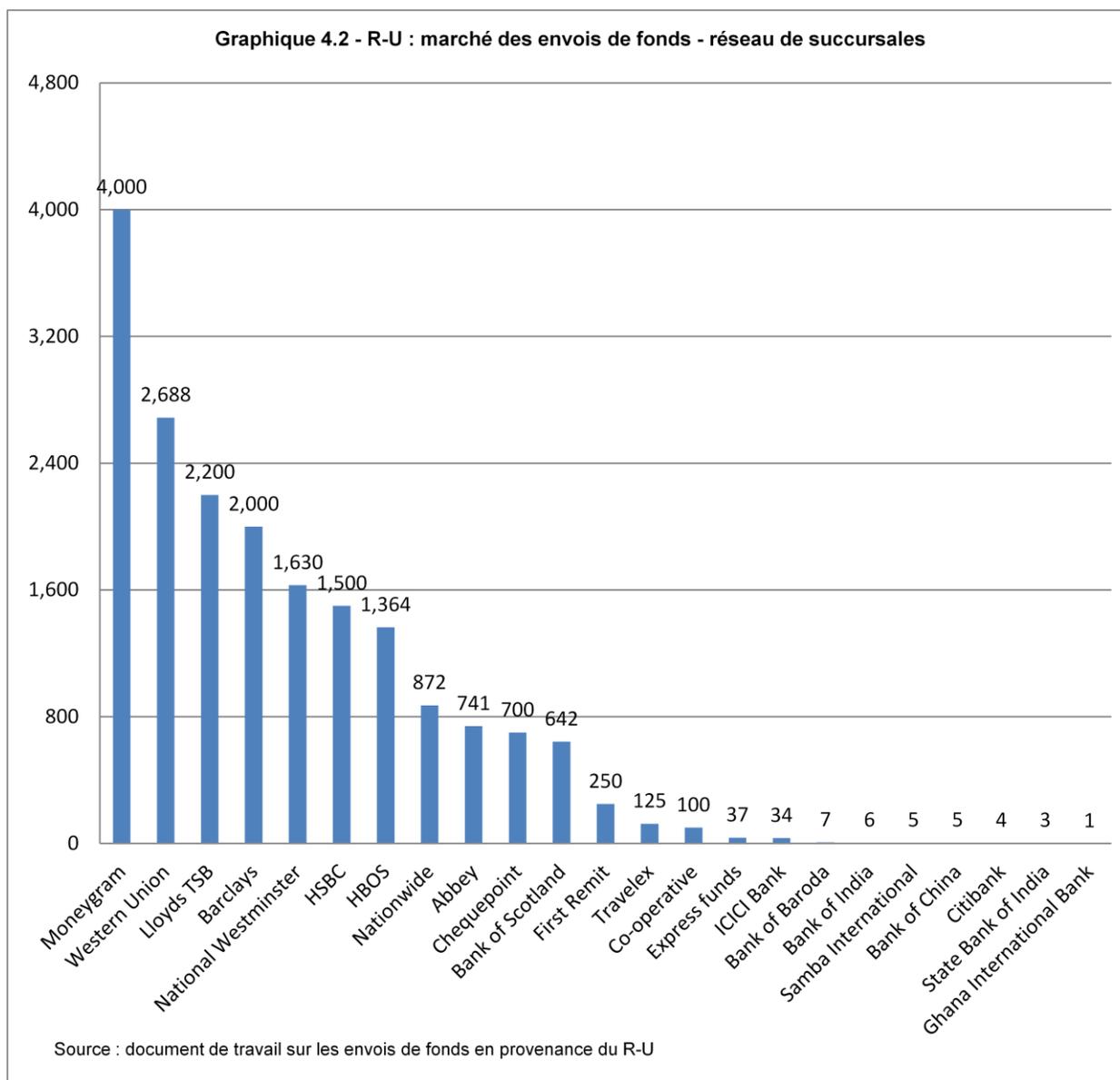
4.3 MARCHÉ DES ENVOIS DE FONDS : CANAUX ET COÛTS

4.3.1 MODE DES TRANSFERTS FINANCIERS AU DÉPART DU R-U

Selon les estimations du [DFID](#) (EN), contenue dans son rapport intitulé '[Informal Remittances from the UK. Values, flows and mechanisms \(2004\)](#)' [Envois de fonds informels au départ du R-U. Valeurs, flux et mécanismes (2004)] (EN), un tiers des envois de fonds au départ du R-U se déroulent via les canaux informels.

4.3.2 MARCHÉ DES ENVOIS DE FONDS

Selon un rapport concernant le [marché britannique des envois de fonds](#) (EN) publié par le [Département d'aide internationale au développement](#) (EN) en 2005, les opérateurs de transfert d'argent détiennent la plus grande part de marché des envois de fonds provenant de canaux officiels (graphique 4.2).



Selon le rapport [DFID \(EN\) Sending Money Home? A Survey of Remittance Products and Services in the United Kingdom \[Envoyer de l'argent au pays ? Enquête sur les produits et services d'envois de fonds au Royaume-Uni\]](#), cité par l'[Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford \(EN\)](#), les banques britanniques offrent principalement des services d'envois de fonds conçus pour répondre aux besoins de leurs clients (titulaires de comptes), tandis que les opérateurs ciblent un public qui n'a pas de compte bancaire et qui recherche des frais minimums.

D'après l'[Association britannique de sociétés de transfert d'argent \(UKMTA\) \(EN\)](#), également citée par l'[Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford \(EN\)](#), plus de 3 750 sociétés d'envoi ou de conversion de fonds étaient enregistrées au R-U mi-2009.

Enfin, le document '[International Remittances Flows and Worker Remittances; Best Practices \(Orozco, n.d.\)](#)' [Flux internationaux d'envois de fonds et envois de fonds par les travailleurs ; meilleures pratiques (Orozco, n.d.) (EN) indique que le nombre de sociétés d'envois de fonds en ligne serait en augmentation au R-U, avec pour premier groupe cible les immigrants indiens.

4.3.3 COÛTS DES TRANSFERTS D'ARGENT AU DEPART DU R-U

Les coûts élevés des transferts d'argent influencent le montant reçu par les bénéficiaires. Les systèmes de comparaison des prix des transferts de fonds suivants permettent dès lors de s'informer des tarifs pratiqués par les différents opérateurs actifs au R-U. Pour ce faire, cliquez sur le service et sélectionnez l'opérateur et le montant (tableau 4.5) :

Service	Créé par	Pays bénéficiaires couverts	Montants couverts	Sociétés d'envois de fonds couverts pour les transferts au départ du R-U et à destination des États MTM du sud
Remittances Prices Worldwide (FR)	Banque mondiale (AR, EN, FR)	Éthiopie, Ghana, Kenya, Nigeria	USD 200 USD 500	Les opérateurs couverts varient en fonction de la combinaison de pays choisie parmi les 29 pays expéditeurs et bénéficiaires disponibles pour le couloir (FR).
Send Money Home (EN)	Département d'aide internationale au développement du gouvernement britannique (EN)	Égypte, Éthiopie, Ghana, Kenya, Liban, Libye, Maroc, Nigeria, Sénégal, Tunisie	Tous montants (dans la monnaie du pays expéditeur)	Les opérateurs couverts varient en fonction de la combinaison de pays choisie parmi les 91 pays expéditeurs et 125 pays bénéficiaires.
Money-move (EN)	Developing Markets Associates Limited (DMA) (EN)	Ghana, Kenya, Nigeria	GBP 25 GBP 100	Les opérateurs couverts sont ceux des couloirs R-U/Ghana, R-U/Kenya et R-U/Nigeria.
N.B. : liste non exhaustive				

Par ailleurs, le document de travail intitulé '[What Explains the Cost of Remittances? An Examination Across 119 Country Corridors \(2009\)](#)' [Qu'est-ce qui explique le coût des envois de fonds ? Examen de 119 couloirs] (EN) de la [Banque mondiale](#) (AR, EN, FR) fournit des informations sur le coût des envois de fonds au départ du R-U.

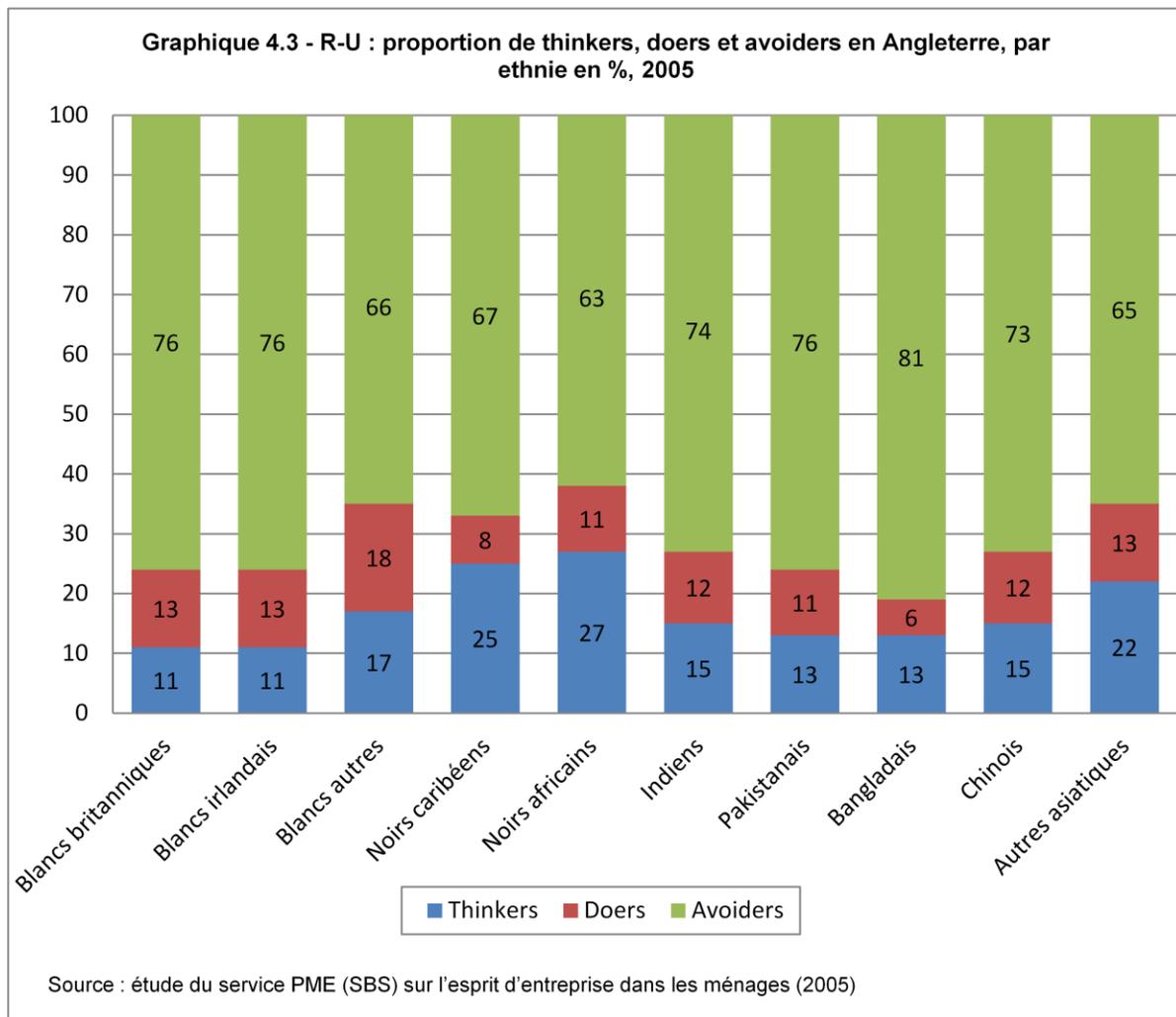
4.4 ENVOIS DE FONDS ET DONNS COLLECTIFS

Aucune donnée concernant les envois de fonds et dons collectifs n'a pu être récoltée à ce stade.

4.5 CAPITAL-INVESTISSEMENT ET CREATION D'ENTREPRISES PAR DES MIGRANTS

Entreprises/emplois créés par des immigrants au R-U

Les autorités nationales britanniques ne collectent pas des données sur les entreprises ou emplois créés par des immigrants au R-U.



Le rapport de [l'étude du service PME \(SBS\) sur l'esprit d'entreprise dans les ménages \(2005\)](#) (EN) publié par [IFF Research Ltd.](#) (EN) en 2007 fournit des informations générales sur l'esprit d'entreprise au R-U, y compris dans le chef des immigrants. Il montre que les immigrants d'Afrique subsaharienne sont plus

susceptibles d'envisager la création d'une entreprise mais moins susceptibles de mettre leur idée en application que les autres groupes, tandis que les immigrés d'Europe de l'Est sont plus susceptibles d'envisager de créer une entreprise et de le faire réellement. Le graphique 4.3 contient des données concernant les 'doers' (indépendants ou gérants d'une entreprise (à temps plein ou à temps partiel) comme activité principale ou complémentaire), les 'thinkers' (personnes qui ne sont pas des 'doers' pour le moment mais qui ont récemment envisagé de monter une entreprise, d'acheter des parts d'une entreprise existante ou de se lancer comme indépendant) et les 'avoiders' ('ceux qui ne sont ni 'doers' ni 'thinkers').

Toujours selon l'étude du SBS, le pourcentage plus élevé de thinkers et plus faible de doers au sein de certains groupes ethniques peut s'expliquer, entre autres, par la pyramide des âges au sein du groupe.

Le tableau 4.6 fournit des informations sur la répartition entre thinkers, doers et avoiders des personnes séjournant au R-U et nées dans un État MTM du Sud. La taille limitée des échantillons rend cependant

Tableau 4.6 – R-U : proportion de Thinkers, Doers et Avoiders en Angleterre, par pays d'origine (pays MTM du Sud uniquement) (2005)				
Pays	Échantillon	Thinkers	Doers	Avoiders
Nigeria	74	36%	18%	46%
Ghana	71	26%	4%	70%
Kenya	83	13%	26%	61%

Source : [étude du service PME \(SBS\) sur l'esprit d'entreprise dans les ménages \(2005\)](#) (EN).

ces données peu représentatives. Aucune donnée concernant les personnes nées dans les autres pays MTM du Sud n'était disponible.

De plus amples informations sont disponibles dans la publication de l'OCDE ([EN](#), [FR](#)) '[Open for Business: Migrant Entrepreneurship in OECD Countries \(2010\)](#)' [Esprit d'entreprise des migrants dans les pays de l'OCDE] (EN).

Aucune information sur le volume des investissements et les capacités financières des immigrants au R-U n'a pu être récoltée à ce stade.

Dans un domaine apparenté, le briefing de l'[Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford](#) (EN) intitulé '[The Fiscal Impact of Immigration in the UK \(2011\)](#)' [L'impact fiscal de l'immigration au R-U] (EN) indique que la plupart des études ont conclu que l'impact fiscal net de l'immigration était faible mais positif.

5 MIGRATION DE RETOUR ET REINTEGRATION

5.1 PROGRAMMES NATIONAUX FACILITANT LE RETOUR VOLONTAIRE DES IMMIGRANTS

Comme le souligne l'[Agence britannique des douanes](#) (EN) dans son rapport intitulé '[Temporary and Circular Migration: Empirical Evidence, Current Policy Practice and Future Options in EU Member States](#)' [Migration temporaire et circulaire : données empiriques, pratiques politiques en vigueur et options pour l'avenir dans les États membres de l'UE] (EN) Le R-U ne s'est pas encore doté d'un système centralisé qui encourage le retour temporaire ou crée un lien entre migration temporaire et circulaire d'une part, et efforts internationaux en faveur du développement d'autre part. S'agissant du retour temporaire, cependant, le [Département d'aide internationale au développement \(DfID\)](#) (EN) aide les différentes organisations de migrants à mettre en œuvre leurs programmes volontaires en leur octroyant des subsides provenant du fonds [Voluntary Services Overseas](#) (EN). En outre, selon la même source, le R-U soutient les initiatives dans le domaine de la migration et du développement mises en œuvre par le [bureau britannique de l'OIM](#) (EN) telles que, par exemple, le programme [Soutien technique aux expatriés qualifiés – La migration en faveur du développement en Afrique \(QUESTS MIDA\)](#) (EN).

Concernant l'intégration de la migration temporaire et circulaire dans les efforts internationaux en faveur du développement, le rapport de l'Agence britannique des douanes souligne le caractère *ad hoc* des récentes discussions intergouvernementales, qui ont abouti à l'introduction des initiatives suivantes :

- La **Medical Training Initiative (MTI)** : permet aux médecins spécialistes d'outre-mer de bénéficier d'une formation allant jusqu'à deux ans, normalement au sein du [service britannique de la santé \(NHS\)](#) (EN), ce qui aboutit à une triple situation gagnante : i) promotion du système éducatif britannique à l'étranger, ii) développement des compétences des participants, et iii) possibilité pour les pays d'origine de bénéficier de ces compétences étoffées au retour des participants. L'initiative MTI est le fruit d'une collaboration entre le [ministère de la Santé \(DH\)](#) (EN) et l'[Agence britannique des douanes](#) (EN), et depuis avril 2010, bénéficie du parrainage de l'[Académie des collèges médicaux royaux](#) (EN) ;
- Le **Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan (CSFP)** permet aux ressortissants d'autres pays du Commonwealth de développer leurs connaissances dans un domaine particulier au R-U pendant une certaine période. Un fonds distinct pour les étudiants boursiers originaires de pays à revenu faible ou moyen a été créé en 2009. Le CSFP est cofinancé par le [Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth \(FCO\)](#) et le DfID.

D'un point de vue général, selon le rapport [Temporary and Circular Migration: Empirical Evidence, Current Policy Practice and Future Options in EU Member States](#) [Migration temporaire et circulaire : données empiriques, pratiques politiques en vigueur et options pour l'avenir dans les États membres de

l'UE] (EN), le cadre légal de la migration temporaire et circulaire est délimité par les règles en matière d'immigration fixées par la loi de 1971 et ses amendements, ainsi que la législation secondaire et les règlements et directives européens. Les possibilités d'obtenir le droit de séjour illimité, sous la forme d'un *Indefinite Leave to Remain* (ILR), ont été restreintes aux migrants les plus brillants. Plusieurs chercheurs ont souligné que le statut de résident permanent favorise la migration circulaire étant donné qu'il permet aux migrants rentrés dans leurs pays d'origine de revenir et ce, sans restrictions. Concernant la migration circulaire, toujours sous la même source, les dispositions relatives à la période que les demandeurs peuvent passer à l'étranger sans que cela nuise à leurs chances de voir leur demande aboutir peuvent décourager ceux-ci de quitter le R-U.

Le rapport [Temporary and Circular Migration: Empirical Evidence, Current Policy Practice and Future Options in EU Member States](#) [Migration temporaire et circulaire : données empiriques, pratiques politiques en vigueur et options pour l'avenir dans les États membres de l'UE] (EN) explique aussi qu'une autre façon de faciliter la migration circulaire et la migration de retour consiste à conclure des accords bilatéraux en matière de sécurité sociale (SSA) en vertu desquels les résidents touchent leur pension à leur retour. Depuis les années 1950, le R-U a conclu plus de 30 conventions réciproques avec 38 pays et territoires, parmi lesquels ne figure aucun État MTM du Sud.

De plus amples informations au sujet de la migration temporaire et circulaire, notamment des statistiques, sont fournies dans le rapport [Temporary and Circular Migration: Empirical Evidence, Current Policy Practice and Future Options in EU Member States](#) [Migration temporaire et circulaire : données empiriques, pratiques politiques en vigueur et options pour l'avenir dans les États membres de l'UE] (EN).

Concernant le retour volontaire assisté, le financement des programmes au départ du R-U provient de l'[Agence britannique des douanes](#) (EN) et du [Fonds européen pour le retour](#) (EN). Leur mise en œuvre était assurée jusqu'au 31 mars 2011 par l'[Agence britannique des douanes](#) (EN) en partenariat avec l'[Organisation internationale pour les migrations \(OIM\) au R-U](#) (EN), avant d'être reprise par l'ONG [Refugee Action](#) (EN) le 1^{er} avril 2011.

[Refugee Action](#) (EN) met en œuvre trois programmes différents pour trois groupes cibles distincts, à savoir :

- les demandeurs d'asile et les demandeurs d'asile déboutés ;
- les migrants irréguliers ;
- les familles et les enfants.

De plus amples informations sur les activités de retour volontaire assisté de [Refugee Action](#) (EN) sont disponibles [ici](#) (EN).

Pour les initiatives relatives à la migration de retour et à la réintégration, veuillez vous reporter au titre 6.6, Initiatives facilitant le retour volontaire des immigrants.

6 MIGRATION ET DEVELOPPEMENT : ACTEURS ET INITIATIVES

6.1 CONNEXIONS ENTRE LA MIGRATION ET LE DEVELOPPEMENT DANS LES POLITIQUES NATIONALES

Comme indiqué dans la lettre politique de l'[African Diaspora Policy Centre](#) (EN) [Building Institutional Cooperation between the Diaspora and Homeland Governments in Africa. The Cases of Ghana, Nigeria, Germany, USA and the UK](#) [Coopération institutionnelle entre la diaspora et les gouvernements des pays d'origine africains. Les cas du Ghana, du Nigeria, de l'Allemagne, des États-Unis et du Royaume-Uni] (EN), le R-U a 'élaboré un cadre politique orienté vers la diaspora qui lui permet de mettre en œuvre des politiques qui soutiennent activement l'engagement de la diaspora dans le développement de leur pays d'origine'. Ce cadre comprend entre autres les documents suivants :

- le document politique intitulé '[Moving out of poverty – making migration work better for poor people \(2007\)](#)' [Sortir de la pauvreté – aider les personnes les plus démunies à réussir leur migration] (EN), dans lequel le [Département d'aide internationale au développement \(DfID\)](#) (EN) définit sa politique en matière de migration, soulignant entre autres qu'il collaborera avec le [ministère de l'Intérieur](#) (EN), le [ministère des Affaires extérieures et du Commonwealth \(FCO\)](#) (AR, EN) et le [Trésor](#) (EN) 'afin d'assurer la prise en compte d'objectifs de réduction de la pauvreté et de développement dans l'approche du gouvernement en matière de migration gérée.'
- le document stratégique conjoint de l'[Agence des douanes du ministère de l'Intérieur](#) (EN) et du FCO intitulé '[Managing Global Migration. A Strategy to Build Stronger International Alliances to Manage Migration \(2007\)](#)' [Gérer les migrations mondiales. Stratégie pour des alliances internationales plus fortes] (EN), qui n'aborde pas directement la thématique de la migration et du développement, et la publication conjointe de l'[Agence des douanes du ministère de l'Intérieur](#) (EN) et du FCO intitulée '[International Challenges, International Solutions: Managing the Movement of People and Goods \(2010\)](#)' [Des solutions internationales pour des défis internationaux : comment gérer au mieux les mouvements de personnes et de marchandises] (EN), qui dresse un état d'avancement de la mise en œuvre du document stratégique de 2007, soulignant que la politique britannique vise 'à aider les pays en voie de développement à maximiser les atouts de la migration en matière de développement en soutenant le développement international de plusieurs manières : en soutenant la migration circulaire afin de réduire l'impact de la perte de compétences dans les pays en voie de développement, en facilitant les envois de fonds, source importante de capital pour ces pays et en aidant les autres pays à offrir une protection optimale aux réfugiés. [...]'. Le [ministère de la Santé](#) (EN) a de son côté adopté un [code de pratique pour le recrutement international de professionnels de la santé \(2004\)](#) (EN) fondé sur le recrutement étiqne de personnel originaire des pays en voie de développement. (Pour de plus amples informations sur le recrutement international de

professionnel de la santé au R-U, veuillez consulter le rapport du [Centre de ressources sur les systèmes de soins de santé du DfID](#) (EN) intitulé '[International Recruitment of Health Workers to the UK: A Report for DFID \(2004\)](#)' [Recrutement international de travailleurs sanitaires au Royaume-Uni: rapport pour le DfID] (EN)).

6.2 ACCORDS BILATERAUX ET AUTRES CADRES DE COOPERATION IMPORTANTS

Accords bilatéraux

Aucun partenariat en matière de migrations, accord bilatéral dans le domaine de la sécurité sociale ni accord bilatéral en matière de migration de travail n'existe entre le R-U et les États MTM du Sud (information confirmée par le DfID le 10.02.2012).

En revanche, le R-U a signé des conventions tendant à éviter la double imposition avec les pays repris dans le tableau 6.1.

Tableau 6.1 – R-U : conventions fiscales tendant à éviter la double imposition entre le Royaume-Uni et les États MTM du Sud				
▪ Algérie	▪ Ghana	▪ Libye	▪ Nigeria	▪ Tunisie
▪ Égypte	▪ Kenya	▪ Mali	▪ Sénégal	
▪ Éthiopie	▪ Liban	▪ Maroc	▪ Syrie	

Source : [HM Revenue & Customs](#) (EN)

6.3 PROTECTION DES DROITS DES MIGRANTS

Rôle des autorités nationales en matière de protection des droits des migrants

La [Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne](#) (EN, FR) constitue le cadre juridique en matière de protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne. Elle relève du droit primaire depuis l'entrée en vigueur du [Traité de Lisbonne](#) (EN, FR) et garantit les droits fondamentaux de toutes les personnes, y compris les immigrants, sauf mention explicite que le droit concerné s'applique uniquement aux ressortissants ou résidents légitimes (p.ex. droit de vote aux élections au Parlement européen). Certains droits sont octroyés dans les conditions '*établies par les législations et pratiques nationales*', comme la liberté d'entreprise. Pour une lecture détaillée des dispositions de la Charte, consultez le texte dans son intégralité [ici](#).

Conformément aux art. 1 et 2 du [Protocole n° 30 sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la Pologne et au Royaume-Uni](#), la Charte s'applique à tous les États membres de l'[Union européenne \(UE\)](#) (EN, FR) sauf au Royaume-Uni et à la Pologne.

Au R-U, la protection des droits de l’homme est assurée au niveau national par la [Loi de 1988 sur les Droits de l’Homme](#) (EN), qui rend les droits contenus dans la [Convention européenne des Droits de l’Homme de 1950](#) (EN, FR) [Conseil de l’Europe](#) (EN, FR) justiciables dans les juridictions britanniques (source : [Guide to the Human Rights Act 1998. Third Edition \(2006\)](#) [Guide sur la Loi de 1998 relative aux Droits de l’Homme. Troisième édition] (EN).

Pour des informations concernant le **système judiciaire britannique**, veuillez consulter le [portail européen e-Justice](#) (EN, FR), qui vous renseignera sur :

- les [juridictions de droit commun](#) (EN, FR) ;
- les [juridictions spécialisées](#) (EN, FR).

Rôle des organisations non gouvernementales (ONG) dans la protection des droits des migrants

Le tableau 6.2 fournit une série d’exemples du rôle actif des ONG dans la protection des droits des migrants. Pour des informations détaillées sur leurs activités, veuillez cliquer sur le lien correspondant.

Tableau 6.2 – R-U : exemples du rôle actif des ONG dans la protection des droits des migrants	
<ul style="list-style-type: none"> • Migrants’ Rights Network (mrn) (EN) • Embrace UK Community Support Centre (EN) • British Red Cross (EN) • Immigration Law Practitioners’ Association (ILPA) (EN) • Immigration Advisory Service - IAS (EN) • Refugee Action (EN) • Refugee Council (EN) 	<ul style="list-style-type: none"> • Refugee Studies Centre (EN) • Scottish Refugee Council (EN) • Welsh Refugee Council (EN) • Asylum Aid (EN) • Medical Foundation for the Care of Victims of Torture (EN) • Civil Rights Movement (EN) • Amnesty International (EN)
N.B. : liste non exhaustive	

6.4 PRINCIPAUX ACTEURS NATIONAUX EN MATIERE DE MIGRATION ET DE DEVELOPPEMENT

Les acteurs nationaux actifs dans le domaine de la migration et du développement au Royaume-Uni sont (tableau 6.3) :

Tableau 6.3 – R-U : acteurs nationaux actifs dans le domaine de la migration et du développement	
Acteur national	Action
Département d’aide internationale au développement (Dfid) (EN)	Le Dfid collabore avec le ministère de l’Intérieur (EN), le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (AR, EN) et le ministère des Finances (EN) ‘afin d’assurer la prise en compte d’objectifs de réduction de la pauvreté et de développement dans l’approche du gouvernement en matière de migration gérée.’*
Ministère de l’Intérieur (EN)	
Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (AR, EN)	
Ministère des Finances (Trésor de Sa Majesté) (EN)	

N.B. : liste non exhaustive

* Publication du [Dfid](#) (EN) intitulée [Moving out of poverty – making migration work better for poor people \(2007\)](#) [Sortir de la pauvreté – aider les personnes les plus démunies à réussir leur migration] (EN).

En outre, diverses organisations internationales présentes au R-U, tels que l'[Organisation pour les migrations \(OIM\) R-U](#) (EN), sont actives dans des domaines connexes.

Le tableau 6.4 énumère les pays cibles et les priorités thématiques de la coopération britannique au développement.

Tableau 6.4 - R-U : pays cibles et priorités thématiques de la coopération britannique au développement	
Pays cible**	Priorité thématique*
<ul style="list-style-type: none">• Éthiopie• Ghana• Kenya• Niger• Nigeria	<ul style="list-style-type: none">• Éducation• Santé• Services sociaux• Approvisionnement en eau et système sanitaire• Gouvernement et société civile• Économie• Protection de l'environnement• Recherche• Aide humanitaire

Source : [DFID](#) (EN)
N.B. : liste non exhaustive.
** Ce tableau répertorie uniquement les États MTM du Sud. Une liste de tous les pays visés par l'action du Dfid est disponible [ici](#) (EN).
* Des informations sur la répartition des fonds entre les différents secteurs sont disponibles dans le rapport du Dfid intitulé '[Statistics on International Development \(2010\)](#)' [Statistiques en matière de développement international] (EN).

Le tableau 6.5 offre un aperçu de l'aide au développement octroyée aux pays MTM du Sud.

Tableau 6.5 – R-U : États MTM du Sud parmi les vingt premiers bénéficiaires de l'aide bilatérale du Dfid en 2009/2010		
Pays	Classement	Montant
Éthiopie	2	EUR 235 millions (GBP 214 millions)
Nigeria	8	EUR 125 millions (GBP 114 millions)
Ghana	10	EUR 99 millions (GBP 90 millions)
Kenya	16	EUR 70 millions (GBP 64 millions)

Source : rapport du [Département d'aide internationale au développement \(DFID\)](#) (EN) intitulé '[Statistics on International Development](#)' (2010) [Statistiques en matière de développement international] (EN).
N.B. : taux de change de la Commission européenne ([EN](#), [FR](#)) correspondant à l'année de collecte des données (en l'espèce, décembre 2009).

Les sites Web des antennes nationales du DfID dans les pays MTM du Sud énumérées ci-dessous comprennent, entre autres, des informations détaillées sur les secteurs bénéficiaires de l'aide bilatérale britannique :

- [DfID Éthiopie](#) (EN) ;
- [DfID Ghana](#) (EN) ;
- [DfID Niger](#) (EN) ;
- [DfID Nigeria](#) (EN) ;
- [DfID Kenya](#) (EN).

Information sur les possibilités de financement via le DfID

Des informations sur les possibilités de financement via le DfID sont disponibles [ici](#) (EN).

Chambres de commerce communes avec des pays MTM du Sud.

Ces chambres comprennent notamment la [Chambre de commerce conjointe arabo-britannique](#) (EN).

6.5 INITIATIVES EN RAPPORT AVEC LA VIE TRANSNATIONALE DES MIGRANTS

Voici quelques exemples d'initiatives en rapport avec la vie transnationale des migrants lancées par des institutions nationales et internationales au Royaume-Uni (tableau 6.6).

Acteur	Initiative	En coopération avec	Objectif
Comic Relief (EN)	Common Ground Initiative (EN)	Initiative cofinancée par le DfID (EN)	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître l'accès aux subsides pour les petites organisations et les organisations de migrants actives au R-U dont le but est d'amener des changements réels et durables dans certaines des communautés les plus pauvres et les plus défavorisées d'Afrique. • Renforcer les capacités des petites organisations et des organisations de migrants actives au R-U.
Lead Institute Centre pour la recherche en	Projet de recherche Migrating out of	Projet financé par le DfID (EN) Cliquez ici pour une liste des	<i>'Comblent d'importantes lacunes au niveau des connaissances actuelles en fournissant aux</i>

migrations du Sussex, Université du Sussex (EN)	Poverty [Migrer pour sortir de la pauvreté] (EN) (juillet 2010 – juin 2016)	instituts collaborant au projet (EN)	<i>décideurs politiques une solide base de données objectives et d'analyses'</i>
Lead Institute Centre pour la recherche en migrations du Sussex, Université du Sussex (EN)	Projet de recherche Migration, Globalization and Poverty [Migration, mondialisation et pauvreté] (EN) (juin 2003 – janvier 2010)	Projet financé par le Dfid (EN) Cliquez ici pour une liste des instituts collaborant au projet (EN)	<i>'Épingler les nouvelles approches politiques qui maximisent les atouts de la migration pour les plus démunis tout en minimisant son coût'</i>
n/a	Projet de recherche MIG – Development on the Move [MIG – Le développement en marche] (EN) (novembre 2006 – mai 2010)	Projet financé par le Dfid (EN)	<i>'Mesurer et optimiser les impacts économiques et sociaux de la migration'</i>
N.B. : liste non exhaustive			

6.6 INITIATIVES EN RAPPORT AVEC LES ENVOIS DE FONDS ET LES INVESTISSEMENTS DES MIGRANTS

Voici quelques exemples d'initiatives en rapport avec les envois de fonds et les investissements réalisés par les migrants lancées par des institutions nationales et internationales au R-U (tableau 6.7).

Acteur	Initiative	En coopération avec	Objectif
Dfid (EN)*	Remittance Country Partnership [Partenariats pour les envois de	n/a	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'accès aux ressources financières pour les plus démunis. • Réduire les coûts et supprimer certains obstacles. • Améliorer les capacités du secteur financier.

	fonds] (RCP)		Des RCP ont été établis avec le Bangladesh, le Ghana et le Nigeria.
DfID (EN)	Send Money Home (EN)	n/a	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter la comparaison des tarifs des transferts d'argent. <p>Plus d'infos sous le titre 4.3.3.</p>
Developing Markets Associates Ltd (DMA) (EN)	Moneymove (EN)	n/a	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter la comparaison des tarifs des transferts d'argent. <p>Plus d'infos sous le titre 4.3.3.</p>
Migrants Right Network (MRN) (EN)	Projet Migrants and Entrepreneurialism [Migrants et esprit d'entreprise] (EN) (octobre 2008 – novembre 2010)	Projet financé par le programme Leonardo da Vinci de l'Union européenne (EN, FR)	'Soutenir le développement de l'esprit d'entreprise au sein des communautés de migrants dans cinq pays de l'UE (R-U, Irlande, Roumanie, Pologne et Danemark) en produisant un outil de formation en ligne destiné aux candidats entrepreneurs migrants à l'échelle de l'UE.'
N.B. : liste non exhaustive			
*Source : Présentation PowerPoint du DfID sur la nécessité de données relatives aux envois de fonds dans l'élaboration de politiques en matière de développement (EN)			

6.7 INITIATIVES FACILITANT LE RETOUR VOLONTAIRE DES IMMIGRANTS

Voici quelques exemples d'initiatives en rapport avec la migration de retour et la réintégration lancées par des institutions nationales et internationales au R-U (tableau 6.8).

Tableau 6.8 – R-U : exemples d'initiatives en rapport avec la migration de retour et la réintégration lancées par des institutions nationales et internationales dans les États MTM du Sud			
Acteur	Initiative	En coopération avec	Objectif
OIM R-U (EN)	Temporary Return of Health Professionals to Zimbabwe (TRHPZ) [Retour temporaire au pays des professionnels de la santé zimbabwéens] (EN)	<ul style="list-style-type: none"> Université nationale des Sciences et des Technologies (NUST) (EN) Faculté des sciences de la santé de l'université du Zimbabwe (UZ-CHS) (EN) 	'Soutenir les retours au pays de courte durée de professionnels de la santé zimbabwéens afin de soutenir les institutions de santé et la faculté des sciences de la santé de l'université du Zimbabwe (UZ-CHS)'

OIM R-U (EN)	Migration for Development in the Western Balkans (MIDWEB) [La migration pour le développement dans les Balkans occidentaux] (EN)	N/a	<i>'Renforcer et augmenter les capacités du réseau actuel de centres de services aux migrants dans les Balkans occidentaux afin d'assurer une diffusion efficace des informations sur les canaux de migration légale auprès des migrants de travail potentiels et de permettre le retour de compétences et de capital humain au profit du développement des Balkans occidentaux et ce, dans l'intérêt commun des migrants et de leur pays d'origine'</i>
N.B. : liste non exhaustive			

7 SYSTEMES DE COLLECTE DE DONNEES

Pour des informations détaillées sur le système statistique du R-U, veuillez consulter :

- les [profils des systèmes statistiques nationaux](#) (EN) du [Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies \(ONU DAES\)](#) ([AR](#), [EN](#), [FR](#)) ;
- les [rapports pays](#) (EN) du [projet Prominstat](#) (EN) financé par la [Commission européenne](#) ([EN](#), [FR](#)).

7.1 DONNEES RELATIVES A L'IMMIGRATION ET A LA MIGRATION DE RETOUR

L'[Institut national de statistique \(ONS\)](#) (EN) est 'le bureau exécutif de l'autorité britannique de statistique, un département non ministériel qui relève directement du Parlement. L'institut produit des statistiques officielles sur l'immigration, l'émigration et la migration nette' (définition tirée du [glossaire de l'Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford](#) (EN)).

Tableaux 7.1 – R-U : sources de données nationales et internationales principales			
Sources nationales			
Agence/Type de données	Fréquence	Données produites	Accès
Institut national de statistique (ONS) (EN) – Enquête auprès des passagers internationaux (IPS) (EN)	Continue	<p>'L'IPS est une enquête portant sur un échantillon aléatoire de passagers internationaux qui entrent ou sortent du territoire du R-U par voie aérienne, maritime ou par le tunnel sous la Manche. Plus de 250 000 interviews en tête-à-tête sont effectuées chaque année aux principaux aéroports et ports maritimes, et au terminal du Tunnel.'</p> <p>Plus d'infos sur les sources de données et les limitations auprès de l'Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford (EN).</p>	<p>Les résultats de l'IPS sont publiés par la division Statistiques sociales et vitales de l'ONS dans les publications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Monthly First Release on Overseas travel and tourism (EN) • Quarterly overseas travel and tourism (MQ6) (EN) • Travel Trends, the annual report published in the autumn following the end of fieldwork (EN) • Travelpac (EN)
ONS (EN) – Recensement général de la population et de l'habitat	Tous les 10 ans Le dernier recensement a	Données sur l'immigration. Des informations supplémentaires sur le recensement de 2011 sont	Les résultats du recensement sont publiés par l'ONS.

	eu lieu en 2011	disponibles ici (EN)	
Estimations relatives à la migration à long terme (LTIM) (EN) (enquête + données administratives et ajustements statistiques)	Données provisoires publiées une fois par trimestre. Données définitives publiées une fois par an.	Flux migratoires entrants et sortants	Les données peuvent être obtenues auprès de l' ONS (EN).
Enquête démographique annuelle (APS) de l' ONS (EN)	Publication trimestrielle	Estimation de la population résidant au Royaume-Uni, par pays d'origine. Selon l' Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford (EN), l'APS 'est le résultat de la fusion des vagues 1 et 5 des quatre trimestres LFS (Enquête auprès de la population active) et des données issues des LFS annuelles locales pour l'Angleterre, l'Écosse et le Pays de Galles'. Pour de plus amples informations, cliquez ici (EN).	Les données peuvent être obtenues auprès de l' ONS (EN).
Enquête auprès de la population active (LFS) de l' ONS (EN)	Publication trimestrielle	Selon l' Observatoire des migrations de l'Université d'Oxford (EN), la LFS 'fournit des estimations trimestrielles concernant la population et la main-d'œuvre résidant au R-U'. Pour de plus amples informations, cliquez ici (EN).	
Collecte de données sur la migration - 2011 (estimations provenant d'enquêtes fournies à Eurostat (EN , FR))	Publication annuelle	<ul style="list-style-type: none"> • Population par sexe, groupe d'âge et nationalité • Population par sexe, groupe d'âge et pays de naissance 	Via la base de données Eurostat

7.2 DONNEES SUR LES FLUX D'ENVOIS DE FONDS

Tableau 7.2 – R-U : sources nationales et internationales principales			
Sources nationales			
Agence/Type de données	Fréquence	Données produites	Accès
S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Sources internationales			
Agence/Type de données	Fréquence	Données produites	Accès
Banque mondiale (AR , EN , FR) – <u>Recueil de statistiques sur les migrations et les envois de fonds</u> (AR , EN , FR)	Le recueil de statistiques sur les migrations et les envois de fonds a été publié en 2008 et 2010	Salaires des employés et transferts effectués par les migrants	Accès libre